



Monsieur le Directeur Général

La DGFIP aujourd'hui est au plus mal.

L'instabilité politique et sociale couve dans notre pays et il faudrait être sourd ou aveugle pour ne pas l'entendre ou la voir. Ainsi, le sujet du pouvoir d'achat est prégnant, et le besoin d'une meilleure répartition des richesses est criant. L'indécence du niveau des profits des grandes entreprises et multinationales, la hausse des prix, notamment de l'énergie, et l'absence de revalorisation conséquente des salaires engendrent une réelle colère. Les derniers sondages montrent que ce sujet est la préoccupation numéro 1 des salariés, des jeunes, des retraités avec la peur de la précarité.

Cela fait désormais dix ans que les gouvernements successifs refusent une augmentation générale pour l'ensemble des fonctionnaires. L'ampleur de la baisse de notre pouvoir d'achat est aussi à l'origine de la baisse de l'attractivité des carrières dans la fonction publique. Et pourtant nous sommes directement à l'origine de la production de 18 % du PIB, soit 390 milliards d'euros en 2019, sans compter l'utilité sociale de notre activité ! C'est 4 fois plus que ce que produisent les institutions financières !

La DGFIP ne faisant pas exception, les difficultés de recrutement se font sentir et les modifications des règles d'affectation des stagiaires n'y changent pas grand-chose !

Comment attirer un agent C dans notre administration quand on sait que sa rémunération est à peine au SMIC et qu'il restera au même indice pendant 9 ans ! (échelon 1 à 7).

Les autres cadres ne sont guère mieux lotis.

Les dernières négociations n'ont abouti qu'à un saupoudrage de « primettes ! »

La DGFIP est en tête pour les suppressions et lanterne rouge pour la reconnaissance.

Autre contradiction DGFIPesque :

- on veut un dialogue constructif et nourri mais on réduit drastiquement les droits syndicaux,
- on veut que les agents s'emparent du COM de 80 pages mais ils n'ont même pas le temps de lire ni les notes professionnelles ni les infos syndicales,
- on installe des nouvelles instances de dialogue social mais sans règlement intérieur actualisé. Sur ce dernier sujet, nous vous demandons que le règlement intérieur maintienne les droits acquis antérieurement et ne soit pas un nouveau nivellement par le bas.

A la DGFIP, les suppressions d'emplois ont continué sans relâche au cours de ces dernières années, alors que les départs à la retraite ont été très importants, laissant des services en détresse.

Des services qui perdent leurs sachants et voient le nombre de chaises vides s'accroître de manière continue.

La fusion DGCP-DGI, ainsi que les transformations mises en œuvre par la DGFIP, a conduit à une diminution des effectifs de près de 32 000 équivalents temps plein (ETP) entre 2008 et 2022.

Puisque les suppressions de sites et d'emplois sont encore insuffisantes aux yeux de ceux qui nous gouvernent, ils s'attaquent aux missions : exonération de la taxe d'habitation, suppression de la redevance, du numéraire, encaissements chez les burocrates, envahissement de l'intelligence artificielle, transformation numérique à outrance...

A force de se transformer et de se restructurer, la DGFIP est au bord de l'implosion !

Dans le département des Landes, ce sont plus de 130 emplois qui ont été supprimés sur cette période.

Alors que les suppressions d'emplois devaient diminuer, le département des Landes supporte encore 11 nouvelles suppressions en 2023, soit un nombre supérieur à l'année précédente.

Comprenez donc notre méfiance à la lecture du COM qui annonce une division par trois du rythme des suppressions.

Encore une fois les cadres B et C sont les plus impactés.

Résultat : jamais les tensions n'ont été aussi palpables dans les services. Aujourd'hui tous les services sont en souffrance.

Les arrêts maladies, les burn out s'accumulent. La gestion des personnels laisse à désirer. Le management est le leitmotiv de la Direction Générale, mais sur le terrain, les agents ont besoin d'être soutenus par leur hiérarchie ; les agents doivent pouvoir compter sur elle pour les épauler dans leur travail au quotidien. Cette politique managériale fait que les chefs de services ne sont plus des techniciens, souvent certaines tâches dévolues aux cadres sont réalisées par des agents.

Malheureusement, le département des Landes ne fait pas exception.

Preuve en est le nombre d'audiences auprès de notre DDFIP pour alerter sur les situations de mal être au travail liées à l'effectif tendu et au management n'a jamais été aussi important.

Pour étouffer cette triste réalité la DGFIP fait de l'affichage, le NRP et les relocalisations/démétropolisations en sont les derniers exemples en date.

Difficile de croire aujourd'hui que le Nouveau Réseau de Proximité (NRP) a un quelconque lien avec la proximité des usagers.

La DGFIP devient virtuelle ; elle a déserté le territoire, mais pas seulement !

Elle a laissé la place aux maisons de services publics .

Dans ces maisons, plus de fonctionnaires d'État formés et qualifiés, simplement des femmes et des hommes qui orientent l'utilisateur vers les plates-formes internet ou téléphoniques.

Aucune technicité dans ces lieux, le prétendre serait une offense pour les agents des Finances Publiques.

Il n'est donc pas étonnant que les services d'accueil (téléphonique, mail, physique) soient en incapacité de répondre aux différentes sollicitations du public.

Difficile dans ces conditions de croire aux beaux discours qui ont été vendus aux élus, aux usagers et aux agents de la DGFIP.

222 structures ont été fermées à la fin de l'année 2022 (dont 43 SIP, 52 SIE, 6 SIP-SIE et 121 trésoreries), en contrepartie d'une augmentation prévisionnelle de 40 % du nombre de communes disposant d'un accueil de proximité de la DGFIP, grâce à la montée en puissance du réseau des Maisons France Services dont on ne peut se satisfaire.

Dans les Landes, en 2023, le SIP/SIE de Morcenx a fermé, au 1er septembre 2023, les 7 dernières trésoreries encore existantes vont disparaître pour laisser la place à 2 SGC.

En 2008, 32 trésoreries dans le département, au 1er septembre 2023, 6 SGC.

Et comme l'an passé, les futurs SGC font déjà l'objet de suppressions et ceux déjà en place également. Tous les services sont en souffrance et l'on continue le massacre.

Concernant les relocalisations/démétropolisations et service de soutien au réseau, c'est déshabiller Pascal pour habiller Jérôme, on prend des emplois dans les SIP pour créer des centres de contacts pour ensuite demander au SIP de renforcer les centres de contacts, ce n'est ni plus ni moins que de l'escroquerie !

Et l'escroquerie continue avec l'implantation des SAPF, même motif, même punition.

Le discours de « vente » de l'implantation de ces services dans les Landes était l'arrivée de nombreuses familles qui allaient repeupler cette zone désertique !

Dans les faits, ces implantations sont « financées » par des emplois supprimés dans le département et dont le contribuable landais ne profitera pas. Que dire du collègue dont le poste supprimé l'envoie à l'autre bout du département alors qu'arrive dans sa ville un agent plus jeune.

Alors que le télétravail était quasiment inexistant à la DGFIP, sa mise en place ayant fait l'objet de nombreuses discussions avec la DG, sans que celle-ci ne soit vraiment favorable à ce nouveau mode de travail, l'arrivée du COVID a soudain bouleversé les équilibres la poussant subitement à faire du zèle pour encourager les agents à quitter les services, 2 jours, puis 3 jours imposés.

Désormais, après un pseudo-retour à la normale, on entend de plus en plus parler de flex desk, de travail à distance sur d'autres sites ou dans des espaces de coworking : on banalise le lieu de travail, au détriment des conditions de vie et du

collectif au travail.

Cerise sur le gâteau de nouvelles applications informatiques (GMBI , mass mail ...) arrivent sans prévenir et surtout sans être pleinement opérationnelles mettent en difficulté les agents de services déjà bien fragilisés.

En conclusion notre constat fait l'an passé est encore plus d'actualité aujourd'hui :

- la perte de sens dans le travail,
- l'inquiétude dans l'avenir,
- le fait de devoir toujours travailler dans l'urgence,
- la crainte de ne pas pouvoir faire face à la charge de travail,
- le sentiment de ne pas être compris par la hiérarchie

font malheureusement partie de notre quotidien.

Ils sont autant de facteurs qui participent à la dégradation de notre santé.

L'observatoire interne 2023 affiche de tristes résultats pour l'ensemble du ministère. Les personnels sont encore plus critiques quant à leur perception de l'évolution de la DGFIP :

- changements trop rapides et incessants,
- satisfaction et motivation en baisse totale,
- service rendu à l'utilisateur de moins bonne qualité,
- stress et charge de travail en augmentation,
- promotions inaccessibles et opaques,
- reconnaissance et rémunérations insatisfaisantes.

Dans toutes les missions, de la gestion publique à la matière fiscale en passant par le contrôle fiscal ou encore le foncier, beaucoup de collègues ont le sentiment de faire un travail sans soins.

Les solutions palliatives de type organisationnelles et/ou immobilières ne sont pas à la hauteur pour restaurer la confiance, la motivation et la lisibilité des personnels.

La solution doit passer par

- l'arrêt immédiat des réformes structurelles,
- le rétablissement de structures de proximité de pleines compétences
- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, et que tous les emplois vacants soient pourvus
- une revalorisation salariale immédiate et conséquente à l'instar des autres pays européens

L'intersyndicale Landaise